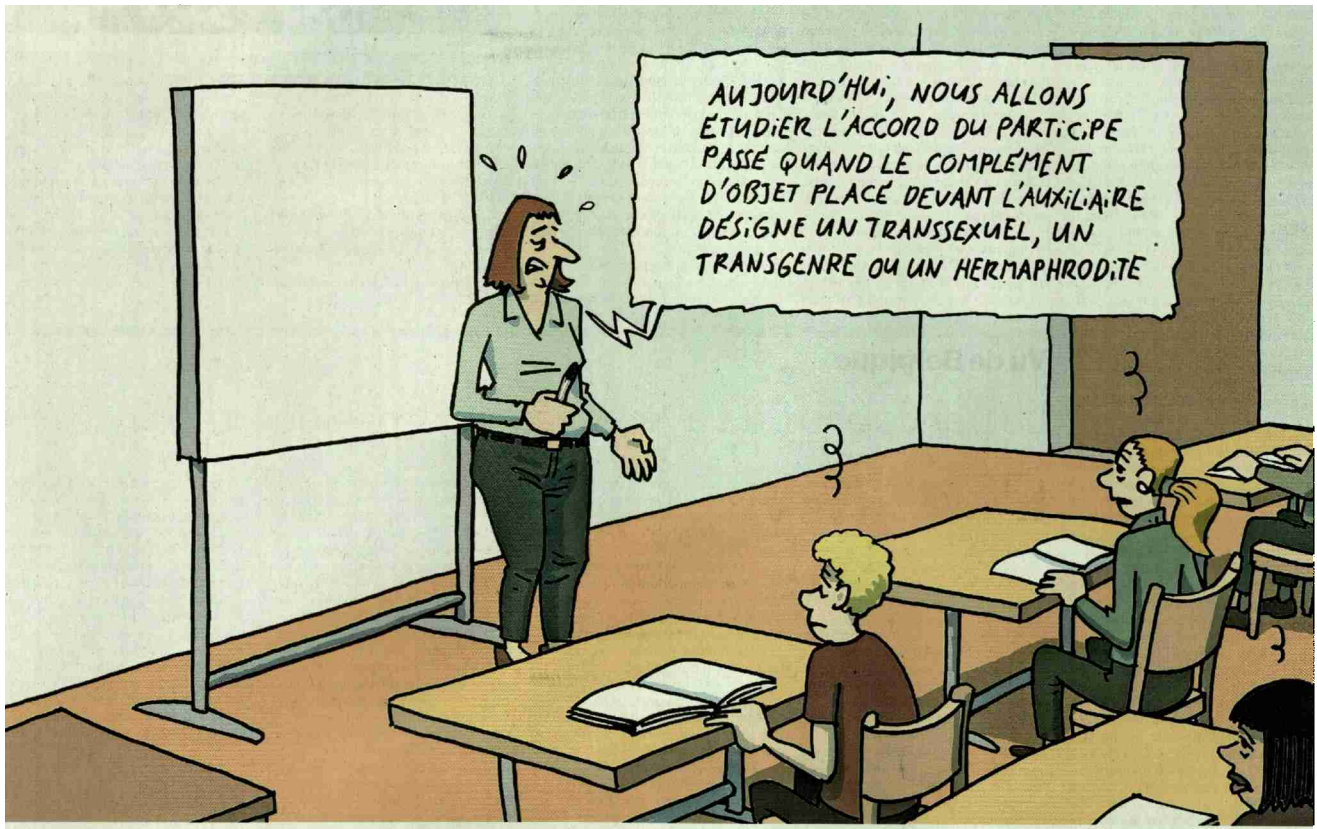




Prêt.e.s à réformer la langue française?

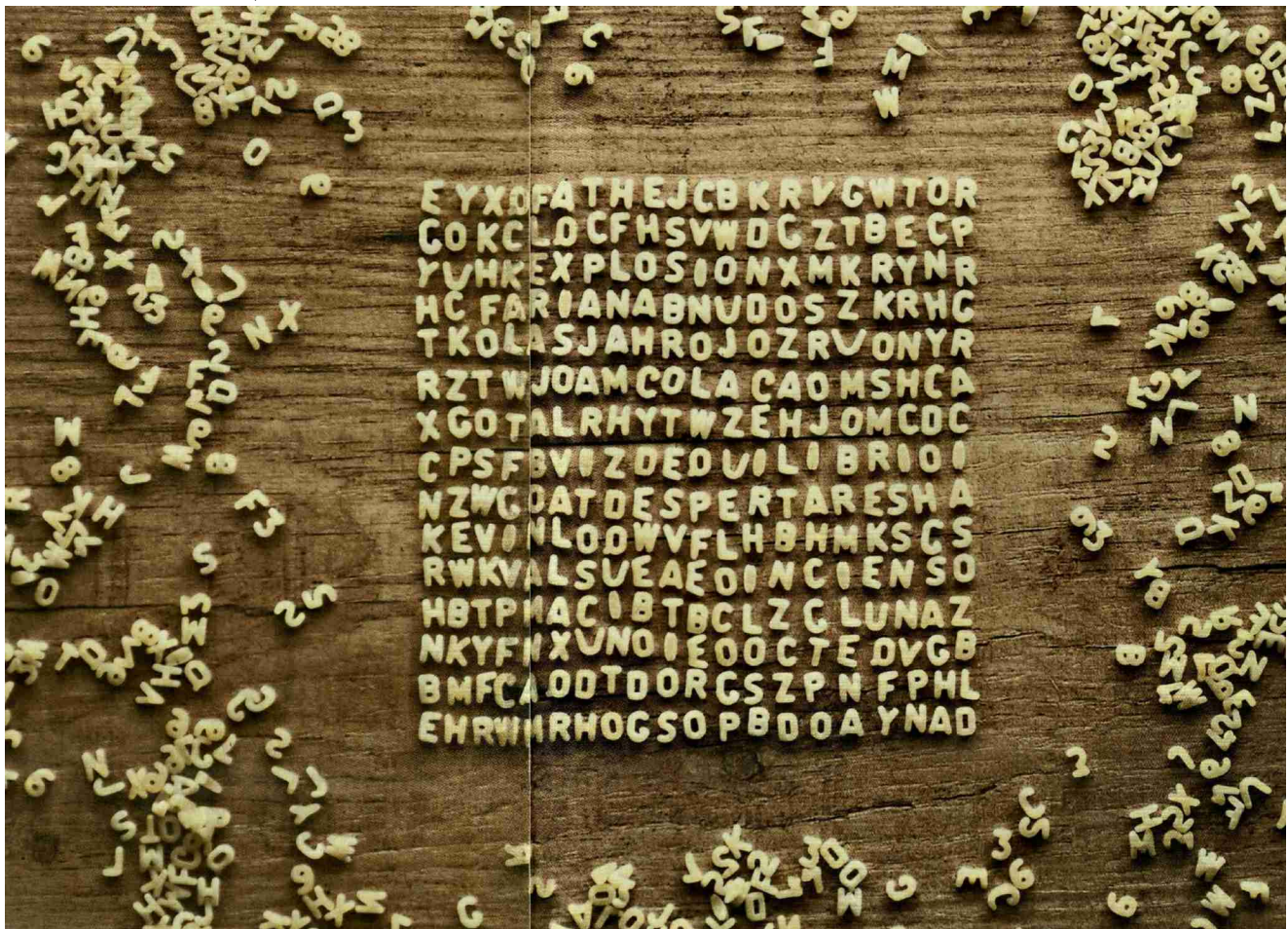
Bonne nouvelle: la langue de Molière est encore vivante. Mieux, elle bouge comme une folle. Preuve en est l'actuel et ardent débat sur l'écriture inclusive, qui transforme l'Hexagone en champ de bataille grammatical. Preuves en sont également les incessantes entrées et sorties dans les nomenclatures de dictionnaires, qui révèlent un vocabulaire en perpétuelle mutation. Les soubresauts de notre cher idiome, c'est notre dossier du week-end





Les Suisses et les Suissesses sont... belles

La langue française bouge. Pendant que sa grammaire est affectée par le débat sur l'écriture inclusive, ses mots vont et viennent dans le dico





Valentin Schnorhk

La langue française court à sa perte. Sonnant comme un avertissement, la sentence est venue le 26 octobre dernier de sa plus haute tutrice: l'Académie française. Invitée à se positionner sur le bouillant débat autour de l'écriture inclusive, la vivace institution s'est auto-proclamée «garante de l'avenir» en qualifiant cette nouvelle grammaire de «péril mortel». Rien que ça.

Quel virus l'écriture inclusive peut-elle bien porter pour inquiéter autant la langue de Molière? À moins que cette pseudo-maladie ne soit le simple fruit d'une imagination débordante. Le français est un langage mouvant, formé d'un vocabulaire où les mots vont et viennent (*lire ci-contre*), et qui n'a jamais été à l'abri d'évolutions grammaticales.

Si cette réforme est abhorrée par les vénérables académiciens, c'est pour sa capacité à rendre la langue «désunie, disparate» et illisible. Dans le texte, l'écriture inclusive est le terme à la mode pour désigner une rédaction épïcène. Parmi les ajustements les plus visibles, il y a l'idée de nommer les deux genres en utilisant le point médian ou le trait d'union (comme lorsqu'on mentionne les employé-e-s ou les étudiant-e-s). Il n'en faut pas plus pour que les opposants n'assimilent l'écriture inclusive à un dérivé de l'alphabet morse.

Un moindre mal, disent ses plus fervents soutiens, qui n'y voient pas la panacée. «Personnellement, je préfère utiliser les doublons, comme «les étudiantes et étudiants», qui sont beaucoup plus faciles à la lecture», précise Thérèse Moreau, écrivaine qui mène depuis plusieurs décennies le combat en faveur de la rédaction épïcène. Pour elle, l'écriture inclusive va plus loin: «Je la définis comme la prise en compte immédiate du fait qu'il y a des femmes et des hommes dans le genre humain. Cela passe par la féminisation des noms de métier et la règle de l'accord de proximité (*lire encadré*).»

«La grammaire est politique»

Derrière la simple question grammaticale, le débat soulève des considérations

plus globales. Maîtresse d'enseignement et de recherche à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'Université de Genève (UNIGE), Isabelle Collet sensibilise les futurs enseignants du primaire et du secondaire à la question du genre à l'école: «Je leur dis que la grammaire est politique. Ce ne sont pas les grammairiens qui ont décidé de l'usage de la langue, cela provient d'une décision misogyne d'une poignée d'académiciens. Je leur explique que lorsqu'ils disent à leurs élèves que le masculin l'emporte sur le féminin pour l'accord du pluriel, ils font de la politique.»

L'explication ne convainc pas tout le monde. Le député libéral-radical Jean Roman tient à souligner que «les mots ont un genre, mais pas de sexe. Ce n'est pas le mâle qui l'emporte sur le féminin, mais le genre masculin au sein d'un système grammatical codé. La nuance est énorme. Un égalitarisme étroit veut revenir sur les mots. C'est une dislocation de la langue. Il est vrai que celle-ci est injuste. Mais on n'abolit pas les injustices en supprimant leurs traces. Je ne crois pas qu'il suffise de changer les mots, pour faire changer les choses.» Le vice-président de l'Association Refaire l'école met en fait le doigt sur le point qui divise.

Les représentations en question

Est-ce vraiment à travers les mots et le discours que se reproduisent les rapports sociaux? Directeur de l'Observatoire Economie-Langues-Formation à l'UNIGE, François Grin n'y croit pas: «Il ne faut pas

«Quand les enseignants disent à leurs élèves que le masculin l'emporte sur le féminin, ils font de la politique»

Isabelle Collet

Maîtresse d'enseignement et de recherche à l'Université de Genève

surestimer l'impact du discours sur le réel, avertit-il. Il est évident qu'il y a des

choses à réformer dans le réel et qu'il est pertinent d'être vigilant. Mais ce serait faire fausse route que de mettre sur le dos de la langue la mission de corriger les inégalités entre les hommes et les femmes.»

Thérèse Moreau est persuadée de l'inverse. «Cette réforme est importante parce que les femmes ont longtemps été exclues de certains métiers car ils étaient nommés au masculin. Par exemple, la profession d'avocat leur a été refusée, on ne parlait pas d'avocate. En fait, plus le métier est prestigieux, moins on accepte de féminiser sa dénomination.» Selon l'écrivaine, la féminisation des noms «permet à l'imaginaire linguistique de se développer. Les filles peuvent se rêver spationaute ou présidente et les garçons peuvent imaginer s'occuper d'enfants.»

Les partisans de l'écriture inclusive ne cachent pas qu'ils sont préoccupés par l'impact des représentations engendrées par le choix des mots. Et notamment à l'école. «Lorsqu'on parle aux élèves des hommes préhistoriques, ils se représentent des messieurs préhistoriques, illustre Isabelle Collet. Alors je recommande aux futurs enseignants de parler d'hommes et femmes préhistoriques ou d'humains préhistoriques.» Pour François Grin, cette problématique a affaire aux stéréotypes de genre plus qu'à la manière dont on écrit la langue. «Il y a différents terrains sur lesquels combattre les inégalités, concède-t-il. Si on peut le faire au niveau linguistique, faisons-le. Je suis favorable aux mesures qui permettent de prévenir nos hypothèses par défaut, comme mentionner la version féminine des noms de métier. L'essentiel est de ne pas endommager la clarté de la communication. Dans ce cadre-là, le point médian (*lire encadré ci-contre*) n'a aucun sens d'après moi. C'est en porte-à-faux complet avec l'oralité.»

L'écriture inclusive à l'école?

Reste qu'en France, le débat sur l'écriture inclusive a pris une autre ampleur dès lors qu'a été évoquée son introduction à l'école. Pour la conseillère aux États socialiste Liliane Maury Pasquier, qui s'était mobilisée lors de la révision de la Constitution fédérale à la fin des années



1990 pour une rédaction qui prenne en compte les femmes comme les hommes, une telle idée paraît «tout à fait faisable. C'est souvent beaucoup une question d'attention et de bonne volonté. Depuis que j'ai été sensibilisée à l'écriture inclusive, c'est devenu une évidence, facile à mettre en œuvre.»

C'est justement cette question de volonté qui hérisse Jean Romain: «La langue française a évolué progressivement à

cause d'un usage qui en modifiait ses structures, souligne-t-il. Cela ne provenait pas d'une démarche brusque et volontariste, comme l'écriture inclusive, mais d'une adaptation aux temps qui changent. Et cela a préservé sa lisibilité.»

Il n'empêche, certains ont déjà pris les devants. Ainsi, l'UNIGE explique qu'elle «tend à systématiser l'écriture inclusive dans ses communications administratives» et encourage ses facultés à en faire de même. De son côté, le DIP n'a pas l'intention d'inscrire l'écriture inclusive au programme de français. «Mais les enseignantes et enseignants qui souhaitent

thématiser les liens entre langage et questions de genre ont bien entendu la liberté de le faire, car ce type de réflexion fait partie de l'apprentissage du langage», précise Pierre-Antoine Preti, porte-parole du département.

«Les enseignants ont une marge de manœuvre, glisse Isabelle Collet. Moi, je cherche simplement à ce qu'ils donnent leurs cours en tout état de cause.» Pragmatique, elle ne plaide pas pour une utilisation généralisée, mais simplement «là où on se réfère à des collectifs mixtes. Pas forcément dans la littérature, mais plutôt dans les circulaires ou les offres d'emploi.» Quoi qu'il en soit, une généralisation serait très compliquée, d'après François Grin. «On ne peut pas chercher à réformer la manière dont les gens parlent. Or, l'usage de l'oral précède celui de l'écrit. Le risque est de créer un écrit qui soit incompatible avec l'oral.» À moins de réciter que les Genevois et les Genevoises sont belles et intelligentes.



Lire l'éditorial en page une:

«Le débat qui déchire les Français·e·s»

Les modifications grammaticales

Si l'écriture inclusive ou épïcène suggère un certain nombre d'ajustements et de subtilités, trois modifications grammaticales sont considérées comme majeures.

1. Le **point médian** (ou trait d'union) afin de nommer les deux genres.

Exemples: *les assistant·e·s*, *les ingénieur·e·s*.

2. La **féminisation (ou masculinisa-**

tion) des noms de métiers, fonctions et titres.

Exemples: *la mécanicienne*, *le sage-homme*, *un ou une juriste*.

3. La règle de l'**accord de proximité**.

On accorde selon le dernier terme dans la phrase.

Exemples: *les collaborateurs et collaboratrices étaient contentes*.
Les femmes et les hommes sont beaux.



Vu de Belgique

La francophonie s'avère moins crispée que la France

L'inclusion du féminin dans la langue française n'est pas une affaire neuve. C'est dans les années 80 qu'apparaissent les premiers débats sur la féminisation des noms de métiers dans les pays francophones. Michel Francart, linguiste belge, analyse cette période comme «le moment où la francophonie a connu une ligne de fracture entre les francophones «périphériques» (Belges, Québécois, Suisses romands), qui ont été les fers de lance de cette réforme, et la France, où toute une série de lobbys étaient mis en place, en particulier celui de l'Académie française, opposée à toute réforme». Depuis lors, les Français se montrent traditionnellement plus réfractaires aux modifications de la langue de Molière.

En Belgique, qu'en est-il en termes d'écriture égalitaire? Depuis 1993, un décret impose aux autorités publiques francophones de «féminiser» leurs textes officiels. Et au sein même de ses services, la Fédération Wallonie-Bruxelles encourage l'égalité écrite entre femmes et hommes à travers un guide d'écriture inclusive, réédité pour la troisième fois en 2014. Pour la ministre francophone des Droits des femmes, Isabelle Simonis, même si «le langage et la communication font partie intégrante de l'instauration d'une égalité réelle entre les femmes et les hommes», la féminisation par la forme est «nécessaire mais pas suffisante: il faut aussi et surtout éduquer les enfants et les jeunes à l'égalité». Et qui dit éducation dit manuels scolaires. Contrairement à Hatier, aucune maison d'édition belge n'a encore publié de manuel en écriture inclusive. Aux Editions Plantyn, qui publient des livres scolaires pour les élèves belges depuis 1950, on se félicite tout de même d'accorder «une grande attention au choix des exemples utilisés dans les livres: les textes

et illustrations sont sélectionnés avec soin et on évite des clichés du genre «maman fait la cuisine»», comme l'explique une responsable de la maison d'édition. Au niveau de l'écriture, pas de point médian donc, mais les éditeurs/éditrices ont recours au slash pour faire coexister le masculin et le féminin dans leurs livres.

Le débat sur la féminisation orthographique serait-il plus serein, voire plus abouti, en Belgique que chez nos voisins du Sud? C'est l'avis de Sabine

Panet, rédactrice en chef d'*Axelle*, la revue féministe de *Vie féminine*. Selon elle, «la Belgique est moins crispée que la France dans son rapport à la langue, elle conçoit que celle-ci évolue en même temps que le monde». L'écriture inclusive (y compris le point médian), Sabine Panet l'applique déjà dans sa revue. C'est, pour elle, un «acte politique»: «Critiquer le point médian est trop facile, c'est un prétexte pour retirer de la valeur à la vraie question: comment faire exister les femmes dans la langue autant que dans la société?»

Clara Van Reeth @ Le Soir



LENA
LEADING — EUROPEAN
NEWSPAPER — ALLIANCE

Vu de chez nous

Un correcteur de la «Tribune» sur le grill

Les médias sont de bons témoins – et vecteurs aussi – des mutations de la langue. Ils s'emparent des nouveaux mots et tournures plus rapidement que les dictionnaires et académiciens, qui font preuve d'une certaine prudence dans leurs adoptions.

Il nous a donc paru opportun d'aller demander à Nicolas Fleury, le correcteur en chef de la *Tribune de Genève*,

ce qu'il pense de la si controversée rédaction épïcène (*lire ci-dessus*). «Nous ne la pratiquons pas. Et la modifions systématiquement si un article l'utilise. Notre but est de décharger le texte des lourdeurs graphiques, de le rendre le plus lisible possible, d'éviter les éléments qui parasitent et retardent la lecture. Le point médian n'a donc pas sa place dans le journal, à



part dans une chronique d'invité, bien sûr. Cela me paraît être un débat purement idéologique, un prétexte. Je ne suis pas réfractaire aux changements de la langue. Mais en l'occurrence, je ne vois pas l'intérêt d'imposer une règle de ce type.» Concernant la féminisation des noms de fonctions et métiers, la pratique est plus souple. «La doctrine voudrait que l'on féminise dans tous les cas. Il existe d'ailleurs un dictionnaire genevois qui précise toutes les règles de féminisation. Il faudrait donc utiliser sage-homme pour le masculin de sage-femme et femme-grenouille pour le féminin d'homme-grenouille. Dans les faits, on laisse la liberté au rédacteur, du moment que ce qui est écrit est juste. Par exemple, on admet aussi bien «autrice» que «auteur». C'est du détail. On se concentre sur le sens et l'orthographe.»

Nicolas Fleury fait preuve du même pragmatisme par rapport aux autres évolutions de la langue. «C'est un matériau vivant; il est normal de ne pas le figer. J'observe des glissements assez importants. Par exemple: «via». Il y a encore peu, on ne l'utilisait que dans le cadre d'un parcours: je vais à Londres via Paris. Désormais, le mot a pris une signification plus large, comme dans «via le smartphone». Ça ne me choque pas. On voit aussi proliférer les mots anglais, souvent liés aux nouvelles technologies, qui deviennent banals.» Et quid du très agaçant *sur* à la place de *à* (je suis resté sur Paris, je serai sur Genève, etc.)? Il rit. «Oui, ces gens qui lévitent au-dessus des villes. Non, ça, on le corrige.» **J. EST.**

Mots oubliés

La «joliette fouchaille» (1) des exclus du dictionnaire

E-sport, gameur, hipster, spoiler, hors-sol, ubérisation, permaculture... Voilà quelques-uns des mots apparus au printemps dernier dans la mouture 2017 du Larousse. Ces nouveaux venus, on les commente chaque année avec gourmandise dans les médias. Ne reflètent-ils pas l'évolution de la société? Il existe pourtant un autre club lexical, tout aussi révélateur de notre monde, dont on cause bien moins. Celui des disparus du dico. Ben oui, chaque nouvelle édition, si elle accueille sa volée de bizuths, expulse simultanément une charrette de termes jugés obsolètes. Après tout, il faut bien faire de la place. Reste que ce bataillon de parias ne manque ni de singularité ni de charme. On s'en convainc en parcourant *Les mots disparus de Pierre Larousse*, récent ouvrage qui regroupe les termes présents dans le *Nouveau Dictionnaire de la langue française* de 1875 et progressivement bannis de la nomenclature depuis. «C'est une autre France que celle qui se reflète dans ce lexique, pays de métiers disparus (alénier, calandreur, chauffournier, coffretier, couverturier, etc.), usant d'outils révolus (affinoir, aplatissoir, etc.), usant d'adverbes étonnants (barabrement, bénignement)», note le lexicographe Bernard Cerquiglini en introduction. C'est d'évidence un



monde majoritairement composé de paysans et de petits artisans, où chaque tâche et chaque objet ont son nom, qui s'exprime dans ces pages. On y découvre une langue dynamique, vive et savoureuse, qui jamais ne craint de forger un mot quand le parler juste l'exige. Libre et créatif, le français le demeure sans doute, même si l'intrusion du lourd contingent des termes technologiques et autres anglicismes nous semble parfois envahir l'espace lexical. **Jérôme Estèbe**

Les mots disparus de Pierre Larousse Ed. Larousse, 222 pages
(1) Comprendre «jolie troupe»



Noms d'antan: le quiz!

Is ont déserté nos livres et nos paroles. Mais de ces bannis du dico, on peut encore saisir le sens, par déduction. Ou par chance. Tiens, jouons un peu, en tâchant de trouver la signification des mots en gras...

1. Inutile d'inviter ta tante **dyscole**

- A. D'un âge certain
- B. D'une humeur systématiquement massacrante
- C. Amatrice de disco

2. La malheureuse était une **borgnesse**

- A. Il lui manquait un œil
- B. Elle était orpheline
- C. Elle vendait des borgnots, de petits bonbons à l'anis

3. Ton livre est plein de **bavochures**

- A. De défauts d'impression
- B. De scènes illustrées que la morale réproouve
- C. De fautes de grammaire

4. Elle ne portait qu'un **pet-en-l'air**

- A. Une coiffe de religieuse, cousine de la cornette
- B. Un jupon en étoffe grossière
- C. Une robe de chambre très courte

5. Après le travail, nous irons faire une **gogaille**

- A. Un jeu de cartes d'origine provençale
- B. Un repas joyeux
- C. Un tour aux toilettes

6. Il n'y a rien à en tirer: c'est un **cogne-fétu**

- A. Quelqu'un qui se donne beaucoup de mal pour ne rien faire
- B. Un escroc à la petite semaine
- C. Un disciple du philosophe romain Julius Cognefetus

7. Il m'a raconté une histoire **bredi-bredà**

- A. Sans queue ni tête
- B. Pleine de sous-entendus
- C. Trop rapidement

8. Je ne peux rester à ses côtés, il est **punais**.

- A. Il a le mauvais œil

B. Il veut rester solitaire

- C. Il sent très mauvais du nez

9. Nous sommes tombés sur une bande de **miquelets**

- A. De bandits espagnols
- B. De personnes sans morale
- C. De petites souris

10. Elle étouffa un cri en découvrant une **aragne** sur sa robe

- A. Un accroc
- B. Une araignée
- C. Une déjection de moineau (ou de pigeon)

11. Le curé se livra à une oraison **jaculatoire**

- A. Susceptible de procurer une indigne émotion à certains fidèles
- B. Rythmée par une pluie de postillons
- C. Brève et fervente

12. L'arme du crime? Un vieux **hoyau**

- A. Un couteau de cuisine destiné à lever les filets de poisson
- B. Une houe à deux fourchons servant à fouir la terre
- C. Un recueil de prières

13. L'après-midi fut consacrée à **hollander** les plumes.

- A. À tremper lesdites plumes dans les cendres chaudes pour les dégraisser
- B. À aérer la literie
- C. À se balader incognito dans Paris sur un scooter

14. Mon voisin, il est vraiment **claudé**

- A. Sosie de Claude François
- B. Idiot, en référence à l'empereur Claude, mort dans un état proche de l'imbécillité
- C. Affligé de boiterie

15. Quand je parle, tu pourrais t'abs-tenir de **rioter**

- A. De faire des bulles avec ta bouche
- B. De faire des bruits avec ta bouche
- A. De rire à demi.

Réponses. 1-B; 2-A; 3-A; 4C; 5-B; 6-A;

7-C; 8-C; 9-A; 10-B; 11-C; 12-B; 13-A;

14-B; 15-C. Réalisé par Jérôme Estèbe